

Confiné.e.s, pas isolé.e.s

Pendant cette période de confinement, nous sommes confronté.e.s à des injonctions contradictoires. D'un côté on nous demande de rester chez nous le plus possible. De l'autre, nous devons subvenir à nos besoins « de première nécessité » et la production, même non essentielle, doit continuer. Le discours du gouvernement s'incarne pour sa part à travers un discours militarisé traçant une ligne claire entre, d'une part, les personnes, "en première ligne" face à l'épidémie et, d'autre part en attirant l'attention sur de supposés incivilités d'une partie de la population. Si on résume, il s'agit à la fois de glorifier les "bons petits soldats" tout en vendant la figure récurrente de "l'ennemi intérieur". Toute personne se déplaçant dans l'espace public devient alors suspecte. Cette opération rhétorique permet de déplacer le viseur qui devrait logiquement se trouver sur ce même gouvernement et ces manquements sanitaires comme politiques. Elle permet qui plus est de justifier une présence policière accrue censée veiller au bon respect du confinement face à l'irresponsabilité de la population. Ceci s'inscrit dans un contexte où la police développe déjà depuis de nombreuses années sa propre autonomie afin d'obtenir plus de poids dans le calendrier politique.

Nous avons recueilli des témoignages pour illustrer les dérives liées à la situation de confinement, que nous retranscrivons ici.

Sans surprise, cette présence s'est d'abord clairement intensifiée dans les quartiers populaires. A la Ville-neuve et au Quartier Olympique ce sont plusieurs fourguons de la police nationale accompagnés de voitures de la BAC qui ont tourné en permanence dans le quartier. Cette présence constante de la police se retrouve également dans le quartier Mistral et fait augmenter la tension, rendant plus pénible encore le confinement. Les "jeunes" sont particulièrement visés puisque la rumeur selon laquelle ils ne respecteraient pas les règles de sécurité est savamment entretenue. Aussi, aux habituelles menaces et insultes, s'ajoutent les décisions arbitraires de la police de mettre des amendes à certaines personnes alors même qu'elles ont une attestation pour aller faire les courses.

Dans de nombreux cas, les situations singulières des personnes ne sont pas compatibles avec les réglementations propres au confinement. La grande précarité à laquelle font déjà face ces personnes en général est renforcée dans la période actuelle. Comme si celle-ci n'était pas déjà compliquée, il faut qu'elles subissent les intimidations, les violences sexistes et racistes répétées de la police. Dans le premier cas, c'est par exemple la police municipale qui contrôle chaque nuit les personnes sans-abris autour de la gare. Dans ces circonstances, ils ont demandé à une jeune fille à la rue son attestation de sortie. Terrorisée elle a dû être hébergée en urgence. Ou c'est celui de Z., aide-soignante à l'hôpital. Un matin vers 7 heures, alors qu'elle part au boulot, elle est interpellée par la police municipale qui lui demande où elle se rend si tôt. Tout en leur montrant sa carte professionnelle et une dérogation permanente (elle est amenée à travailler à n'importe quelle heure), elle leur dit : "vous croyez que je vais où à une heure pareille ?". Ce à quoi elle se verra répondre : "on sait jamais peut-être que vous faites le plus vieux métier du monde". Ambiance.

Dans un squat de l'agglomération, les habitant·e·s avaient décidé de profiter du confinement pour peindre une fresque sur la façade de leur habitation. Avec trois camions de CRS stationnés dehors, des policiers se sont permis d'entrer, de façon totalement illégitime, dans le jardin de la maison pour mettre fin à la séance de peinture en ne répondant aux protestations des habitant·e·s qu'avec des insultes racistes : « taisez-vous les Mamadou », « et casse-toi le Mamadou ». Finalement, les policiers sont repartis avec les pots de peinture. Les habitant·e·s du lieu nous signalent aussi que la BAC aime bien passer à 3h du matin en allumant la sirène de leur véhicule.

Dans un autre registre, il y a quelques jours, Monsieur R, réfugié politique, sort avec ses enfants (2, 4 et 8 ans) faire une commission. Sa femme est malade, il ne peut donc pas lui laisser les enfants. Interpellé par des policiers, il reçoit une leçon de morale : "faut se débrouiller, c'est interdit de sortir avec plusieurs enfants". Comme il est tout près de chez lui, il n'a pas pris d'attestation. La police lui demande de payer 540 euros (135 euros multipliés par 4...). Il ne les a pas, il devra se rendre au commissariat. A ce jour il n'y est pas allé.

Pendant les distributions alimentaires, des bénévoles témoignent de l'arrogance des policiers qui crient sur les personnes et les « alignent » avec plus ou moins de brutalité. Plusieurs jeunes majeurs, sans papiers, racontent qu'ils ont d'ailleurs peur de s'y rendre car ils craignent la police.

Les cas que nous relevons ici ne sont ni isolés, ni exceptionnels mais bien provoqués par la présence de la police qui se donne encore plus de droits qu'à l'accoutumée, sûre de sa "valeur" pour le gouvernement et donc sûre de l'impunité dont elle dispose. On ne peut que constater que les populations d'habitude invisibilisées ou stigmatisées le sont encore plus pendant le confinement.

Les dérives répressives et la désignation de boucs émissaire par le gouvernement ou certains médias ne doivent pas nous faire oublier que de vrais élans de solidarité se sont organisés pour faire face à cette épidémie. Que ce soit dans leurs lieux de vie ou de travail, des gens s'organisent par elles-et-eux-mêmes pour prendre soin de leurs proches. Nous vous invitons à rejoindre ces initiatives et à faire appel à nous en cas d'ennui avec la police ou la justice, et à continuer à nous livrer vos témoignages pour que cette impunité puisse cesser.



Collectif anti-répression 38 (CAR38) :

mail : car38@riseup.net

Tel : 07 74 24 57 57

Facebook : [@car38antirep](https://www.facebook.com/@car38antirep)

Ecrivez-nous : recueil de preuves et d'images, aide à porter plainte, aide juridique en cas de poursuites, signalement de violences policière.....